

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 2 DECEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50 F

EDITORIAL :

Colloque-Dijoud : Ce que parler veut dire ...

Pierre Mathieu, le président du conseil régional de Guadeloupe a déclaré en substance que le colloque Dijoud était hâtif, mal préparé. En clair, il était mal venu et inutile. Puis il ajouta que le moment n'était plus seulement de réfléchir, mais aussi d'agir.

Soit ! Que ce "colloque" rebaptisé depuis "assises" soit une réunion destinée à bavarder une fois de plus autour de la situation aux Antilles cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Que Dijoud soit habitué à ce genre de fausse "inquiétude" et à publier des "conclusions" et des "considérations" sur la jeunesse, les immigrés et maintenant sur les Antilles, cela ne peut non plus étonner de la part de qui fait une carrière de ministre tous azimuts.

Mais si l'on met en évidence le blabla de Dijoud et cie, il faut aussi parler de celui de nos opposants ici.

Il faut agir dit Pierre Mathieu qui est avocat et qui sait parler. Il faut agir. Et quels sont donc ces hommes politiques, conseillers, députés ou sénateurs et maires qui "agissent" contre le pouvoir et le bavardage des Dijoud ?

Nos opposants en Martinique comme en Guadeloupe ne sont-ils pas eux aussi d'incorrigibles "bavards" qui laissent les Dijoud et autres ministres bavarder, quand ils ne le font pas avec eux.

Si la droite antillaise cautionne, couvre, approuve des deux mains et de tout son esprit d'aliénés toutes les mesures prises par le pouvoir colonial, ceux qui se disent l'opposition auraient dû avoir à cœur de se battre contre ce pouvoir.

Or il n'en est rien. On assiste à une démission des opposants et à une facilité incroyable de manoeuvre accordée au pouvoir.

Les situations les plus scandaleuses ne font ni réagir ni agir les opposants. Un homme politique comme Pierre Mathieu a bonne mine aujourd'hui de déclarer que "la réforme agraire est aussi importante que la libération des esclaves en 1948". Veut-il dire qu'il attend du pouvoir qu'il prenne en charge cette réforme agraire ou pense-t-il que les paysans des Antilles doivent se révolter comme leurs ancêtres de 1848

(suite en page 2)

MARTINIQUE

TOUS EN GREVE LE 8 DECEMBRE !

La CGTM vient de lancer un mot d'ordre de grève pour le 8 décembre, pour répondre à la mascarade que sera la conférence organisée par Dijoud.

Ainsi, face aux propos démagogiques et mensongers du gouvernement et des élus de droite, les travailleurs auront un moyen de montrer leur mécontentement.

En se mobilisant et en manifestant dans les rues ce jour là, ils montreront qu'ils ne sont pas dupes des promesses mille fois faites et jamais tenues, des plans de relance qui ne relancent que les subventions aux capitalistes et des dizaines de conférences en tous genres périodiquement organisées pour tromper le peuple et lancer de la poudre aux yeux.

Mais si le gouvernement lui, se montre incapable de trouver des solutions à la situation désastreuse de l'économie Martiniquaise et en particulier au chômage, à la hausse de prix, à la dégradation constante du niveau de vie des masses laborieuses (et cela parce que tel n'est pas son but ni son intention),

les travailleurs par contre ont leurs propres solutions :

- Contre la hausse des prix : échelle mobile des salaires ;
- contre le chômage : interdiction des licenciements, diminution des heures de travail sans diminution de salaire, mise sur pied de grands travaux utiles à la collectivité (logements, écoles, routes..)

Ce sont ces mots d'ordre qu'il faudra lancer à la face de ceux qui abusent les travailleurs martiniquais à longueur d'année et qui ont encore le culot de venir parader sur les écrans et les tribunes, le temps d'une conférence.

- LE 8 DECEMBRE TOUS EN GREVE !
- A BAS LA MASCARADE DE DIJOU !
- A BAS LE GOUVERNEMENT COLONIAL !

CONTRE LA HAUSSE DES PRIX :

ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Le gouvernement de Giscard-Barre s'est semble-t-il fixé comme objectif prioritaire la lutte contre l'inflation. Et les travailleurs connaissent bien toutes les déclarations de Mr Barre sur la nécessité de ne pas augmenter les salaires. Car en fidèle serviteur des capitalistes, ce dernier pense que ce sont les augmentations de salaire qui sont à l'origine de la hausse des prix.

Pourtant depuis que les salaires des travailleurs ne bougent pas nombre de marchandises ont vu leur prix augmenter.

Après la vignette automobile dont l'augmentation est de 25 % au moins voilà que nous apprenons que le pain aussi subit à compter du premier décembre une hausse de près de 7 %.

Trop, c'en est vraiment trop !

Il faut arrêter cette chute brutale de notre pouvoir d'achat en réclamant plus que jamais l'échelle mobile des salaires, à savoir l'augmentation de nos salaires simultanément avec la hausse des prix.

J. BIBRAC

GUADELOUPE

ACTIONS UNITAIRES FACE AU COLLOQUE DE DIJOU

Depuis la fin du mois d'octobre, des discussions ont été engagées entre diverses organisations syndicales, démocratiques et politiques, dont la nôtre, afin de mener un certain nombre d'actions en commun, notamment au sujet de l'information, des problèmes économiques, et de la riposte à effectuer face au colloque-Dijoud.

Après de nombreuses discussions, un accord s'est dégagé entre les 11 organisations (CGTG, FEN, SPECOG, FTG, Comité des syndicats de fonctionnaires CCT, UTG, UJCG, GRS, PCG, PSG, et nous-mêmes) pour tenir les lundi 4 et mardi 5 décembre, en fin d'après-midi, des assemblées préparatoires à la tenue de notre propre colloque sur l'avenir de la Guadeloupe.

Le mercredi 6 décembre à 18h30, au Hall des Sports de Pointe-à-Pitre, aura lieu un meeting commun au cours duquel les organisations citées précédemment rendront compte des travaux de ces assises, et dénonceront la mascarade que constitue le colloque Dijoud.

Nous invitons nos lecteurs et sympathisants à participer en masse à ce meeting.

Directeur de publication : M. BEAUJOUR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

7^{ème} supplément au mensuel N° 92

Encore un cadeau pour les gros planteurs...

Après avoir menacé de distribuer la banane en excédent dans les rues, les planteurs martiniquais viennent d'obtenir en partie satisfaction : le FORMA prend en charge 20.000 tonnes sur les 30.000 tonnes de banane excédentaires, à raison d'une indemnisation de 0,30F au Kg, ce qui représente une somme totale de 600 millions de centimes.

Au total le FORMA aura pris en charge cette année 50.000 tonnes de bananes, soit un milliard et demi de centimes.

A qui sont destinées ces sommes astronomiques ? D'abord et en premier lieu aux Fabre, Hayot et compagnie dont la campagne d'alarme se sera révélée payante. Ces messieurs en effet n'ont-ils pas poussé de véritables cris de protestation et d'indignation dans la presse et sur les ondes en faisant mine de pleurer sur le sort des petits planteurs et en proclamant que le "mère-patrie" serait bien ingrate de les abandonner, eux qui sont ses plus fidèles défenseurs ? Pour appuyer leurs réclamations et leurs demandes d'aide, n'ont-ils pas été jusqu'à

bouder le colloque économique de Dijon par leurs amis RPR interposés ? Eh bien leur opération publicitaire a pleinement réussi : de confortables millions sont tombés directement de l'Etat dans leurs poches, ce qui veut dire que c'est le contribuable qui aura financé le gros propriétaire.

Quant aux petits planteurs, rien ne dit qu'ils verront la couleur de ces millions : on les fera d'abord attendre des mois avant qu'ils puissent toucher quelques centimes qu'on leur distribuera au compte-gouttes, mais beaucoup ne s'en sortiront pas.

Mais en dehors de ce problème, on peut mesurer toute l'absurdité d'un système qui fait que des tonnes de marchandises, en l'occurrence des bananes, sont produites pour être jetées et qui en plus de cela oblige à débiter des centaines de millions pour indemniser les produits ainsi perdus.

Autant de gaspillage stupide est bien la marque du système colonial et capitaliste.

GUADELOUPE

SA HLM : C'EST À L'ÉTAT DE COMBLER LE DÉFICIT

Depuis quelque temps, les employés de la Société anonyme des H.L.M. sont inquiets.

Licenciements et démissions se succèdent, créant ainsi un climat d'insécurité de l'emploi pour tout le personnel.

En effet, selon la direction de la société, celle-ci accuserait un lourd déficit, et se trouverait dans l'obligation de prendre des mesures de rentabilisation de l'entreprise.

Et bien évidemment dès l'instant où les patrons parlent de rentabiliser et de combler des déficits, le seul moyen auquel ils pensent, c'est le licenciement des travailleurs. C'est ainsi que la direction de la S.A.H.L.M. a établi un plan de mise au chômage de certains employés et envisage de confier la partie entretien des immeubles à une société privée de type SARL.

Nul doute que de telles décisions vont provoquer de nombreux licenciements, et une sérieuse remise en question du statut

de ceux qui arriveront malgré tout à conserver leur emploi.

Les employés ont raison d'être inquiets. Mais cela ne suffit pas. Il leur faut faire savoir dès à présent à la direction qu'ils n'accepteront pas son plan, déficit ou pas. Du reste même s'il y a déficit, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Rappelons que la SA HLM est une société d'Etat. En tant que telle c'est à l'Etat de combler le déficit. Car c'est tout de même inadmissible que cet Etat qui sait trouver l'argent pour renflouer des firmes capitalistes (Siderurgie, Boussac, Manufrance) n'en trouve pas quand il s'agit de répondre à un besoin collectif comme celui de loger la population.

C'est cette exigence que les travailleurs de HLM doivent mettre en avant, et l'on peut parier qu'ils auront à leurs côtés les locataires de toutes les cités HLM, qui eux non plus n'accepteront pas d'augmentation de leurs loyers.

Grand-Bourg (Marie-Galante) Etzol réélu dans la confusion

Dimanche 26 novembre ont eu lieu des élections municipales à Grand-Bourg de Marie-Galante.

A ces élections, plusieurs listes s'affrontaient, dont les deux principales : celle conduite par le Dr Etzol, giscardien, maire sortant et celle de Mr Rousseau, du R.P.R.

La campagne électorale fut perturbée par des affrontements physiques entre les partisans d'Etzol et ceux de Rousseau. Pour la proclamation des résultats, il a

fallu même l'intervention des gardes mobiles, car lors du dépouillement, des bagarres éclatèrent dans l'un des bureaux de vote, des documents furent déchirés, etc... Et finalement ce fut la liste Etzol qui l'emporta.

Ce sont là des bagarres entre frères ennemis qui n'hésitent pas à utiliser les uns contre les autres des méthodes de bas étage et les principales victimes ce sont les travailleurs. Que ceux-ci en viennent aux mains pour défendre des candidats qui ne représentent absolument pas leurs intérêts, cela est tout simplement déplorable.

Il est plus que temps que les travailleurs de Marie-Galante, les femmes, les chômeurs, prennent conscience que leurs intérêts ne sont ni d'un côté, ni de l'autre.

MALADIE DE BOUMEDIENNE. LE PROGRÈS TECHNIQUE AU SERVICE DES "GRANDS"

Depuis déjà près de trois semaines, Boumedienne se meurt et s'il n'est pas déjà enterré c'est tout simplement parce que des médecins le maintiennent en vie artificiellement. Plongé dans un coma profond ou léger depuis des semaines, Boumedienne, on le sait n'a pratiquement plus de chances d'en sortir et même s'il en sortait il ne pourrait plus reprendre ses activités normales.

Certes, les raisons de politique intérieure ont certainement primé sur les simples raisons humanitaires, dans tout ce qui est entrepris pour sauver ou prolonger la vie végétative du président algérien.

Cependant, que tout soit tenté pour sauver une vie humaine est malgré tout légitime ; mais là où le bât blesse c'est que ces extraordinaires exploits médicaux soient toujours réalisés pour certains grands de ce monde et non pour tout un chacun.

Que l'on ait pu faire venir en quelques heures les plus grands médecins du monde, des Etats-Unis, de France, de Suède, des appareils de type nucléaire dernier cri de la médecine moderne par avions spéciaux, voilà qui démontre l'extraordinaire progrès technique auquel l'homme est parvenu et les possibilités immenses de la médecine moderne.

On ne peut s'empêcher alors de penser aux milliers de gens en particulier les plus démunis qui meurent chaque année de petites maladies bénignes, ou de plus importantes, par manque de soins suffisants ou en raison du sous-équipement médical. Pour ceux-là, la majorité, on ne déplace pas d'avion, on ne fait pas appel aux grands spécialistes étrangers.

La technique est là, les connaissances existent, les spécialistes aussi. Mais tout cela est, à l'heure actuelle, l'apparat des présidents, des princes, des rois, des milliardaires... et non celui de tous.

EDITORIAL

(suite)

et arracher leur droit à avoir la terre pour vivre ?

Ceux qui savent ce que parler veut dire peuvent aussi parler pour ne s'engager à rien.

Que le colloque de Dijon réussisse ou non, ne changera rien à rien à notre situation ici. Chacun sait que Dijon aurait pu agir sur la situation des Antilles, puisqu'il est membre d'un gouvernement et donc détient le pouvoir. Il ne le fait pas parce qu'il ne le veut pas.

Ce colloque sera une occasion donnée de manifester qu'on ne compte pas sur de telles démarches ni sur les ministres de passage pour changer son sort.

Nous appelons donc tous ceux qui veulent exprimer cela et leur espoir dans leurs propres luttes à participer nombreux à toutes les manifestations organisées pendant la durée du séjour de Dijon aux Antilles.